

Moins de dogmatisme, plus d'analyse !

Comme beaucoup je regrette la polarisation croissante du monde dans lequel nous vivons. Elle entraîne une perte d'adhésion à un système économique qui a pourtant permis des améliorations substantielles dans notre niveau de vie. Même si nous considérons qu'elle va de soi, la croissance des revenus enregistrée le siècle passé constitue une rupture historique. Cette polarisation est d'autant plus regrettable qu'elle est au moins autant la conséquence de certaines perceptions et visions idéologiques que des faits eux-mêmes, lesquels ne sont pas toujours concordants.

C'est pourquoi je formule le vœu que 2002 voit s'inverser une tendance qui refuse l'effort d'analyse au profit de prises de position purement dogmatiques, souvent non documentées!

Prenons l'exemple de la notion de concurrence, systématiquement diabolisée et qualifiée de « sauvage » et « néo-libérale » dans le discours des uns, encensée comme une fin en soi par les autres. L'analyse économique rejette l'une et l'autre positions. Encenser les vertus de la concurrence comme mécanisme de régulation n'est pas faire l'apologie du néo-libéralisme. Identifier la concurrence comme un but et non comme un moyen est tout aussi dommageable.

La concurrence est un moyen de régulation, fondamental en économie de marché. C'est un mécanisme qui force les acteurs économiques à donner le meilleur d'eux-mêmes et élimine les rentes de situation à tous les niveaux (que ce soit chez les travailleurs ou les détenteurs de capital). Ce n'est pas la seule forme de régulation sur laquelle une économie décentralisée puisse compter, mais c'est sûrement le plus puissant. Le choix d'y renoncer – quand elle est inefficace ou impossible - doit s'accompagner d'une réflexion sur les mécanismes de remplacement. La faillite du communisme tient à ce que ses promoteurs ont renoncé à la concurrence sans proposer de substitut efficace.

La concurrence parce qu'elle est inconfortable est fragile : ceux qui y sont soumis sont trop heureux de s'y soustraire, par des alliances, des accords de cartellisation, voire des tentatives de tricherie par lesquelles ils cherchent à prendre avantage sur leurs concurrents par des moyens illicites. Ainsi se vérifie la nécessité d'une politique active de promotion de la concurrence et de surveillance des conditions dans lesquelles elle s'exerce. D'où aussi l'importance d'une certaine adhésion conceptuelle de la part de ceux qui en bénéficient (chacun de nous en sa capacité de consommateur) sans le soutien de qui les intérêts corporatistes prévaudront, à leurs dépens; sans laquelle aussi le système peut être perçu comme violent sans raison apparente.

La concurrence peut avoir des sous-produits néfastes qui demandent correctifs, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Ainsi l'élimination des rentes lorsqu'elle s'applique aux moins productifs tend-elle à comprimer des rémunérations que l'on peut déjà estimer injustement basses. En conclure qu'il faut renoncer à la régulation par la concurrence, en instaurant des barrières protectionnistes par exemple, requiert de nouveau que la difficile question des mécanismes de régulation alternatifs soit posée... et résolue.

Une meilleure compréhension du fonctionnement de notre système économique – qui est sans doute le plus mauvais qui soit à l'exception de tous les autres - est de nature à nous aider à poser les bonnes questions, lesquelles trouveront peut-être alors de bonnes réponses. Les médias ont ici un important rôle à jouer. Eux qui sont si friands de parler de responsabilité sociale des entreprises pourraient appliquer ce qu'ils prêchent et assumer ce rôle plus

franchement, même si à court terme des positions populistes sont plus profitables sur le plan de l'audimat.

Jean-Pierre Danthine  
Professeur à l'Ecole des HEC de l'UNIL